

# Bâtir une argumentation économique

L'épreuve d'économie comprend toujours une question appelant la rédaction d'une argumentation. Cette question pose un problème sur un thème d'actualité.

## Étape 1 J'analyse la question

### Exemple de question

« La mondialisation constitue-t-elle une menace pour l'emploi en France ? »

Reliez la question posée aux chapitres de votre cours correspondants.

#### • Économie

Thème 7 : Quelle est l'influence de l'État sur l'évolution de l'emploi et du chômage ?

Thème 8 : Comment organiser le commerce international dans un contexte d'ouverture des échanges ?

#### • Géographie

Mondialisation

**Lisez l'énoncé** : soulignez et définissez les mots importants. Cette étape est indispensable pour éviter les contresens.

- **Mondialisation** : intensification des échanges internationaux.
- **Menace** : crainte, risque (contraire = opportunité).
- **Emploi** : travail rémunéré (marché du travail, rencontre de l'offre et de la demande de travail).

Interrogez-vous sur le **thème de la question** et la **démonstration** que l'on vous demande de faire.

- Le **sujet** mêle 2 thèmes : la mondialisation et l'emploi.
- La **question** porte sur les conséquences de la mondialisation sur l'emploi.
- La **démonstration** doit présenter les impacts négatifs et positifs de la mondialisation sur l'emploi.

## Étape 2 Je cherche des arguments

→ Notez toutes vos idées au brouillon

→ Sélectionnez les arguments les plus pertinents.

*Méthode du plan du cours* : souvenez-vous de la construction de votre cours et balayez les thèmes un à un pour rassembler les notions clés, les théories rattachées à ce sujet.

→ Classez vos arguments, pour savoir dans quel ordre les rédiger : on les classe souvent du plus simple au plus complexe, du plus évident au moins évident.

Vous n'êtes pas obligé.e de prévoir des grandes parties : ce qui compte, c'est d'enchaîner, dans un ordre réfléchi, vos arguments en un ou deux axes.

→ Pensez d'emblée aux **mots de liaison** que vous allez utiliser :

Pour introduire un premier argument	Tout d'abord – pour commencer – premièrement – pour débiter
Pour ajouter des arguments	Ensuite – de plus – deuxièmement – de surcroît
Pour introduire une nuance : un argument qui vient nuancer ou contredire les arguments précédents	Cependant – néanmoins - toutefois
Pour introduire le dernier argument	Enfin – pour finir
Pour introduire la conclusion	Pour conclure – en conclusion



# Étape 3 Je rédige !

Votre propos doit être conçu pour un lecteur qui découvre le sujet et non pour votre correcteur. Il ne faut donc pas hésiter à bien expliquer, à reformuler.

## Introduction

La mondialisation est souvent désignée responsable des difficultés d'emploi en France.

La mondialisation désigne l'intensification des échanges internationaux, et l'emploi peut être défini comme du travail rémunéré.

Le bilan de la mondialisation est-il si négatif que l'économie française n'en tire aucun bénéfice ?

### Introduction

*L'accroche* : je montre l'intérêt du sujet en faisant par exemple référence à ce qu'on en dit dans l'actualité.

*La définition des termes* : je montre que j'ai bien compris le sujet.

*J'expose les enjeux du sujet* : je propose un débat, une problématique, qui introduit la suite de mon argumentation.

## → Axe 1 : La mondialisation représente une menace pour certains emplois en France

Les travailleurs peu qualifiés sont les premières victimes de la concurrence des pays à bas coût. Les secteurs les plus exposés sont l'industrie et l'agriculture. Les entreprises délocalisent leur fabrication sur des marchés aux coûts de main-d'œuvre inférieurs.

Plus encore, pour faire face à la mondialisation, l'offre de travail doit acquérir de nouvelles compétences afin d'occuper de nouveaux emplois, sous peine d'un chômage structurel lié à l'inadéquation de l'offre et de la demande de travail.

En effet, grâce à cette libre circulation, les entreprises sont attirées par des marchés au capital humain attractif, c'est-à-dire où les salaires sont moindres afin d'augmenter leur compétitivité. On appelle cela la délocalisation. La conséquence première est la destruction d'emplois.

### Axes apparents

Faites apparaître clairement les axes dans votre développement.

Utilisez **des mots de liaison** pour souligner la logique de votre raisonnement. *Nous soulignons ici tous les mots de liaison.*

## → Axe 2 : Toutefois, la mondialisation est une opportunité pour créer des emplois

Avec le libre-échange, les droits de douane et autres barrières sont supprimés. Les entreprises françaises ont ainsi de nouvelles opportunités de marché à conquérir. La demande potentielle est donc plus importante. Pour faire face à cette demande nouvelle, les entreprises vont recourir à la création de nouveaux emplois.

Par ailleurs, la mondialisation n'impacte pas que les produits à bas coûts et donc faible valeur ajoutée. La France profite de la mondialisation pour exporter son secteur du luxe. Les exportations de produits de luxe sont des opportunités de création d'emplois qualifiés pour la France.

En outre, le libre-échange améliore l'efficacité économique puisque chaque pays se spécialise dans les productions pour lesquelles il est le plus efficace.

### Soignez votre rédaction

- Aérez la présentation.
- Pensez aux retours à la ligne avec majuscule et ponctuation.
- Laissez des espaces entre les paragraphes.
- Relisez-vous et contrôlez l'orthographe.

## → En conclusion

Si la mondialisation semble positive pour l'emploi en France, il est difficile de séparer ses effets des décisions politiques. Il n'en reste pas moins que ses conséquences sont défavorables aux plus vulnérables.

**La conclusion est courte et résume les idées les plus importantes.** *Son but ?* Montrer que vous avez bien répondu à la question.



# Construire un argument

Au cours de l'année, ainsi qu'à l'épreuve finale du baccalauréat, il vous sera demandé de répondre à certaines questions de manière argumentée. Une réponse argumentée est un enchaînement logique d'arguments. Pour cela, il est donc essentiel de savoir construire les arguments.

## → Un argument est une idée développée et illustrée d'un exemple.

**Un argument a pour but de convaincre.** Pour cela, il doit s'appuyer sur les documents proposés par le sujet et sur vos connaissances. Vous pouvez puiser vos idées et vos exemples dans :

- Vos cours d'économie de 1<sup>ère</sup> et de Terminale.
- Vos cours dans d'autres matières : management, histoire-géographie, etc.
- Votre culture générale.
- L'actualité.

*Sujet : « La mondialisation constitue-t-elle une menace pour l'emploi en France ? »*

Les travailleurs peu qualifiés sont les premières victimes de la concurrence des pays à bas coût.

Les secteurs les plus exposés sont l'industrie et l'agriculture.

Les entreprises délocalisent leur fabrication sur des marchés aux coûts de main-d'œuvre inférieurs.

Ainsi, les réfrigérateurs ne sont plus du tout produits en France.

Chaque argument doit suivre un plan logique :

Présenter l'argument

Expliquez l'argument

Illustrez l'argument par un exemple

## → Il y a différentes manières de construire ses arguments !

- **De cause à effet**  
« Le libre-échange conduit à délocaliser vers des pays à moindre coût de main-d'œuvre. »
- **Pour et contre** : on présente les avantages et inconvénients d'une mesure.  
« La mondialisation offre de nouveaux débouchés aux entreprises mais peut provoquer des destructions d'emploi, notamment les moins qualifiés. »
- **En s'appuyant sur des valeurs** : on se fonde sur ce que l'on pense être bien ou mal.  
« Il n'est pas envisageable d'aligner les salaires français sur ceux des pays les plus pauvres. »
- **D'autorité** : on s'appuie sur l'opinion d'une personne ou d'un organisme reconnu.  
« Selon Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 2008, le principal responsable de la montée du chômage est le progrès technique et non la mondialisation. »
- **Scientifique** : on fait référence à des travaux objectifs.  
« Selon l'étude de la Banque de France, la mondialisation profite aux salariés qualifiés et nuit aux travailleurs moins diplômés. »
- **L'analogie** : on propose un parallèle avec des exemples tirés d'autres domaines.  
« À l'instar de l'aéronautique, le luxe a su tirer profit de la mondialisation. »
- **Avec une alternative** : on offre un choix entre deux solutions.  
« La France peut choisir soit le protectionnisme, soit le libre-échange. »

## 1 Analyser une consigne

Une consigne peut être énoncée sous la forme d'un verbe directeur qui indique le type de travail à effectuer et de réponse attendue.

Consigne	Travail attendu	Exemple
Définir	Énoncer une définition	Définir l'inflation
Analyser	Décomposer, étudier, examiner, et parfois donner les causes	Analyser les différentes fonctions des marchés financiers
Comparer	Indiquer les points communs et les différences	Comparer le PIB et l'IDH
Distinguer	Indiquer les différences	Distinguer les productions marchandes et non marchandes
Caractériser	Préciser les traits essentiels d'une notion, d'un phénomène ou d'un fait économique	Caractériser les facteurs de développement de l'Inde
Interpréter	Donner la signification d'un chiffre, d'un phénomène	Interpréter une élasticité de 2
Expliquer	Démontrer par un raisonnement un phénomène ou un concept, argumenter	Expliquer le rôle du capital humain dans la croissance
Illustrer	Fournir des exemples argumentés	Illustrer les difficultés des ménages en termes de pouvoir d'achat en 2018
Citer	Énumérer les éléments demandés sans apporter d'explication	Citer les différents facteurs de production
Montrer	Fournir l'explication, les relations de cause à effet	Montrer que l'investissement est source de croissance

## 2 Répondre à une consigne

### EXEMPLE :

#### 1. Distinguez la croissance économique et le développement.

Réponse possible : la croissance économique désigne l'accroissement de la production d'une nation au cours d'une année, tandis que le développement traduit l'aspect qualitatif de la croissance : il désigne l'amélioration durable d'une économie et de son fonctionnement (amélioration des conditions de vie, etc.)

La croissance est un indicateur quantitatif, tandis que le développement est un indicateur plus qualitatif.

#### 2. Interprétez le taux de croissance de la France en 2018.

Réponse possible : la croissance de la France a été moins importante que prévu en 2018 : avec un taux de croissance de 1,7 %, par rapport à 2,3 % en 2017, on observe en France un ralentissement de la croissance

#### 3. Montrez que l'investissement est source de croissance.

Réponse possible : l'investissement est source de croissance par deux grands types d'effets :

– l'investissement permet d'augmenter les capacités de production et d'introduire du progrès technique dans les méthodes de travail et les produits ;

– l'investissement stimule la demande et l'activité économique, car les biens achetés nécessitent d'être produits par d'autres entreprises qui voient augmenter la demande qui s'adresse à elles. Elles vont alors recruter, produire plus, et distribuer plus de revenus qui seront à leur tour consommés ou investis dans l'économie.

Il s'agira de définir les deux notions en montrant leurs différences.

Il est demandé de donner une appréciation du niveau de croissance.

Il est demandé de montrer les liens de cause à effet entre l'investissement et la croissance



## À partir de vos connaissances et de la documentation fournie dans les annexes 1 à 4 :

- 1 Commentez l'évolution des recettes issues des privatisations en fonction des gouvernements.
- 2 Rappelez les objectifs stratégiques des entreprises publiques.
- 3 Expliquez les motivations actuelles de l'État à privatiser de nombreuses entreprises publiques notamment dans le cadre du Fonds pour l'innovation.
- 4 Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante :  
Les privatisations d'entreprises publiques ne présentent-elles que des avantages pour l'économie d'un État ?

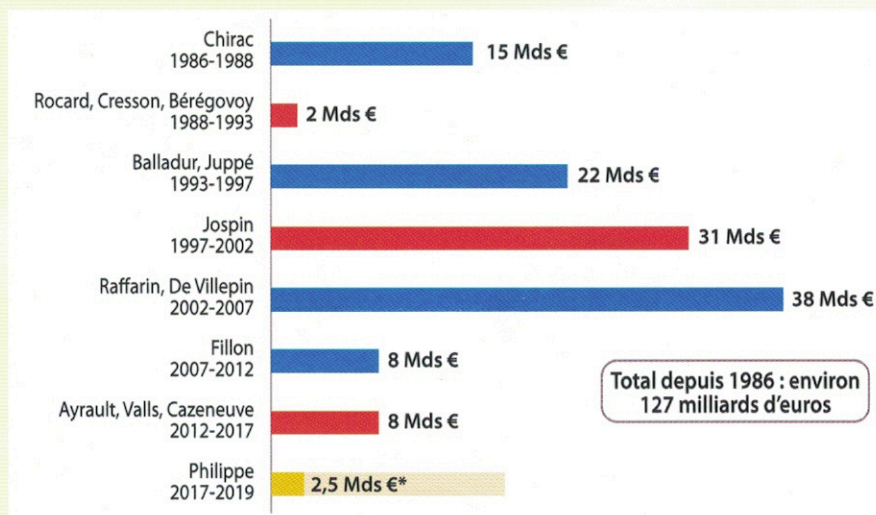
### Annexe 1 Trois décennies de privatisation en France

Estimations des recettes de l'État issues des privatisations par gouvernement(s), depuis 1986

\* Les cessions des titres Renault et Safran ont déjà rapporté environ 2,5 Mds € à l'État. Les opérations envisagées avec ADP, Engie et FDJ pourraient rapporter au moins 15 Mds € si elles aboutissent.

En date du 10 mai 2019.

Sources : L'Express, Le Figaro.



### Annexe 2 La mise en place du Fonds pour l'innovation

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a annoncé ce matin les modalités précises de création du Fonds pour l'innovation, doté de dix milliards d'euros. Les textes permettant la constitution de ce fonds ont été signés aujourd'hui. Il sera doté de 1,6 milliards d'euros issus des cessions d'actifs effectuées au second semestre de l'année 2017 (Engie et Renault) et d'environ 8,4 milliards d'euros en titres (actions des sociétés EDF et Thales).

Ce fonds a été constitué au sein de l'établissement public Bpifrance, structure contrôlée par l'État.

Ces actifs, qui constituent une dotation n'ayant pas

vocation à être consommée, généreront un rendement annuel estimé entre 200 et 300 millions d'euros. Les revenus ainsi générés sont destinés à soutenir le développement d'innovations de rupture et leur industrialisation en France.

Avec la constitution de ce fonds, le gouvernement entend ainsi consacrer les ressources issues de cessions du portefeuille financier de l'État au financement de l'innovation, qui est une des clefs du développement et de la croissance des entreprises françaises.

Extrait du communiqué de presse sur la mise en place du Fonds pour l'innovation.



### Annexe 3 FDJ, ADP... Comment vont être utilisées les recettes des privatisations ?

Le Conseil pour l'innovation mis en place par l'exécutif il y a un an a validé cinq grandes thématiques sur lesquelles le gouvernement veut investir. Ces projets sont la traduction concrète du Fonds pour l'innovation, que l'exécutif veut alimenter grâce aux recettes tirées des privatisations comme celle de la Française des Jeux. Avec la privatisation de la Française des Jeux (FDJ), qui entrera en Bourse ce jeudi, l'État espère récolter près de 2 milliards d'euros. Une coquette somme, destinée à alimenter un Fonds pour l'innovation et l'industrie censé faciliter l'adaptation de l'économie française aux mutations technologiques. Le gouvernement va justement fêter ce mardi le premier anniversaire du Conseil de l'innovation, la structure chargée de décider de l'utilisation d'une partie des fonds récoltés. « L'objectif est de favoriser l'innovation de rupture, celle qui réclame un fort contenu technologique et dont les retombées en termes d'emplois ne peuvent survenir qu'à moyen ou long terme », explique-t-on à Bercy en prélude à ce premier bilan.

Ce mardi, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, et Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, devraient revenir sur les

premières traductions concrètes de ce schéma. Sur ces 250 millions annuels, environ 60 millions sont alloués à des plans d'innovation industrielle, comme le plan Nano pour la micro et la nanoélectronique ou encore le plan Batteries ; 70 autres millions sont confiés à la BPI pour faire émerger des « start-up deeptech », à savoir des entreprises tournées vers des innovations très proches de la recherche fondamentale.

Enfin, la part du lion (120 millions) est donc taillée pour le Conseil de l'innovation. « Cette structure vise à rénover la gouvernance des politiques d'innovation, en faisant travailler ensemble les différentes politiques industrielles », explique-t-on à Bercy. Le Conseil doit notamment valider les thématiques qui auront droit aux financements promis.

Pour le moment, cinq ont déjà été sélectionnées : développement de l'intelligence artificielle pour les diagnostics médicaux, certification de l'intelligence artificielle, renforcement de la cybersécurité, production des protéines à forte valeur ajoutée, et stockage de l'énergie haute densité pour les avions ou les navires.

R. Honoré, *Les Échos*, 19 novembre 2019.

### Annexe 4 Nationalisations versus privatisations

Pour les partisans des nationalisations, l'État, en devenant entrepreneur, peut mieux réguler l'activité économique, devenant ainsi un acteur essentiel dans des secteurs jugés stratégiques (banques, industrie de l'armement, nucléaire...). Cela lui permet notamment de contrôler certaines restructurations industrielles et de garantir des services de qualité à des prix identiques pour tous les usagers (électricité, gaz, téléphone...).

Mais le rôle des entreprises publiques dans l'économie est souvent contesté. Leur capital étant garanti par l'État-actionnaire, elles n'ont pas toujours le même souci de rentabilité que les entreprises privées. Elles bénéficient parfois d'une position dominante ou même d'une situation de monopole dans leur secteur, ce qui peut fausser la libre-concurrence.

La concurrence favorise en général une baisse des prix. L'ouverture à la concurrence des lignes aériennes a ainsi permis des baisses importantes des tarifs, de même pour le secteur des télécommunications. En revanche, la privatisation du transport ferroviaire s'est accompagnée au Royaume-Uni d'une hausse importante du prix des billets.

D'un point de vue budgétaire, les privatisations d'entreprise engendrent des ressources exceptionnelles pour l'État et peuvent contribuer à réduire la dette publique.